

Unité départementale de Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
Cedex 2
44036 Nantes

Nantes, le 30/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SUN CHEMICAL

171 avenue Georges Clemenceau
92000 Nanterre

Références : SRNT-2024-0347

Code AIOT : 0006301639

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/04/2024 dans l'établissement SUN CHEMICAL implanté 20 rue René Fonck Zone D 2A Nantes Atlantique 44860 Saint-Aignan-Grandlieu. L'inspection a été annoncée le 07/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'action dit « post-Lubrizol », des évolutions réglementaires ont été menées en 2020 et 2021. Celles-ci portent en particulier sur les installations de stockages de liquides inflammables avec :

- La création de l'arrêté ministériel du 24/09/2020 relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables exploités au sein d'une installation classée soumise à autorisation,
- La modification des arrêtés du 03/10/2010 (réservoirs aériens de liquides inflammables exploités au sein d'installations soumises à autorisation), du 01/06/2015 (installations de liquides inflammables 4331 et 4734 soumises à enregistrement) et du 22/08/2012 (installations de liquides inflammables soumises à déclaration).

L'action nationale 2024 a pour objectif de vérifier la situation administrative de sites à enregistrement au titre des rubriques dites « liquides inflammables » et soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 1^{er} juin 2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations

relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Les points de contrôle portent sur le respect des échéances réglementaires induites par la modification de ces textes.

Les références des principaux textes cités dans le présent rapport sont les suivantes :

- Arrêté du 3 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
- Arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Arrêté du 1^{er} juin 2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Arrêté du 24 septembre 2020 relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUN CHEMICAL
- 20 rue René Fonck Zone D 2A Nantes Atlantique 44860 Saint-Aignan-Grandlieu
- Code AIOT : 0006301639
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SUN CHEMICAL est spécialisée dans la fabrication d'encre liquide pour l'héliogravure et la flexographie. Ses activités sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 29 mai 2020. Les activités ont été initialement autorisées par arrêté préfectoral du 23 novembre 2006.

Au titre des rubriques dites liquides inflammables, l'exploitant relève du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 4331 (Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330) pour une quantité de 805 tonnes de liquides inflammables. L'établissement relève également du régime de l'autorisation au titre des rubriques 1450 (stockage ou emploi de solides inflammables) et 2640-2a (emploi de colorant et pigments organiques, minéraux et naturels).

L'établissement relève de l'arrêté ministériel du 1^{er} juin 2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les installations de l'exploitant sont considérées comme existantes au titre de cet arrêté ministériel et les dispositions antérieures s'appliquent notamment celle de l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 LI Enregistrement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- **« Faits sans suite administrative »** ;
- **« Faits avec suites administratives »** : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- **« Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète »** : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 9. II.1	Demande d'action corrective	1 mois
2	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 9. II.2	Demande d'action corrective	1 mois
3	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 9. II.2	Demande d'action corrective	1 mois
7	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 38	Demande d'action corrective	1 mois
8	Étude des effets thermiques	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article Annexe XI	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
11	Surveillance permanente des installations	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 23. II.B (annexe IX)	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
12	Installations de protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 16 et 21	Demande d'action corrective	1 mois
13	Aire de dépotage des liquides inflammables	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25	Demande d'action corrective	1 mois
14	Stockage de la nitrocellulose	Arrêté Préfectoral du 29/05/2020, article VII.2.1	Demande d'action corrective	1 mois
15	Rétention du stockage de récipients mobiles	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 22-I-B	Demande d'action corrective	1 mois
16	Rétention des réservoirs fixes localisés dans la zone de stockage	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 19-2	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Situation administrative	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 1	Sans objet
5	Situation administrative	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article 1.I.1.2	Sans objet
6	Interdiction de stockages en contenant fusibles	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 11.3. II.A	Sans objet
9	Mise à jour du plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-1	Sans objet
10	Mise à jour du plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-1	Sans objet
17	Surveillance des parties de bâtiments abritant des récipients mobiles de LI	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 23-II-C	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
18	Détection feu des stockages extérieurs de récipients mobiles	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 23-II-G	Sans objet
19	Règlement 2020/784 – Substances perfluoroalkylés	Règlement européen du 08/04/2020	Sans objet
20	Vérification des dispositifs de protection contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les arrêtés ministériels du 1er juin 2015 et du 03 octobre 2010 ont fait l'objet d'importantes modifications, avec des échéances mises en place. Suite à ces modifications, il est nécessaire que l'exploitant procède à une analyse détaillée de l'ensemble des dispositions qui lui sont opposables.

L'ensemble de ces dispositions n'a pas été analysé lors du présent contrôle. Des constats réalisés, il ressort toutefois que l'exploitant :

- devra actualiser sa stratégie de défense contre l'incendie d'ici au 1er janvier 2027 afin de prendre en compte les stockages extérieurs et procéder aux modifications de celle-ci ;
- est concerné par la mise en place d'une surveillance des stockages extérieurs de liquides inflammables d'ici au 1er janvier 2026 ;
- devra procéder à la mise en place d'une détection feu pour les stockages extérieurs de récipients mobiles ;
- devra compléter le dispositif d'extinction automatique présent dans les deux cellules de stockage de liquides inflammables par une détection incendie.

L'exploitant devra également veiller à transmettre une synthèse des éléments demandés à l'annexe XI de l'arrêté ministériel du 1er juin 2015 concernant les flux thermiques considérés au travers d'une note reprenant les modélisations déjà existantes.

Enfin la présente inspection a permis de mettre en évidence :

- une détérioration au niveau du dispositif de rétention de la plateforme de déchargement des camions ;
- une détérioration de l'installation de protection contre la foudre ;
- l'absence de contrôle des installations de protection contre la foudre depuis 2018 ;
- la détérioration des parois du stockage de nitrocellulose.

Le présent rapport fait état d'un délai d'un mois pour chacun des constats susceptibles de suites. Il est demandé à l'exploitant de présenter un échéancier concernant les différents points sous ce délai.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 9. II.1
Thème(s) : Actions nationales 2024, État des matières stockées – Dispositions spécifiques – Format détaillé
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant est soumis à l'état des stocks prévu par l'article 9 de l'arrêté ministériel du 1^{er} juin 2015. Des remarques avaient été formulées lors de la précédente inspection concernant l'état des matières stockées et notamment l'impossibilité de regrouper les produits par famille de mentions de dangers.</p> <p>Suite à la précédente inspection, l'exploitant a procédé à l'articulation des produits stockés sur son site avec les codes de mentions de dangers correspondants, ainsi que la correspondance avec les différentes zones de stockage de l'établissement. Les éléments présentés lors de l'inspection n'étaient pas regroupés par familles de mentions de dangers.</p> <p>Les déchets dangereux ne sont pas intégrés à l'état des matières stockées, bien que ceux-ci soient présents au niveau de l'aire de stockage des récipients mobiles située en extérieur.</p> <p>Les déchets non dangereux, ne sont pas intégrés à l'état des matières stockées. Les quantités indiquées peuvent être approximatives.</p> <p>Les palettes et autres matières sont à intégrer à l'état des matières stockées.</p> <p>La date de mise à jour à considérer doit être quotidienne dès lors qu'il s'agit de matières dangereuses, ce qui est le cas pour les matières dangereuses, mais pas pour les déchets dangereux. Pour les matières, produits et déchets non dangereux, la mise à jour est a minima hebdomadaire.</p> <p>Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis une présentation regroupant l'état des stocks par famille de mentions de dangers.</p>

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <ul style="list-style-type: none"> — Pour les matières dangereuses, regrouper les produits par familles de mention de dangers pour chacune des zones considérées. Un même produit peut être considéré au titre de plusieurs mentions de dangers. Les mentions de dangers à considérer sont celles conduisant à un classement au titre des rubriques 4XXX. Indiquer la quantité totale de matières stockées par zone et dans l'établissement. — Pour les matières dangereuses, intégrer les déchets dangereux à l'état des matières stockées. — Veiller à intégrer les matières et les déchets non dangereux à l'état des matières stockées. — Veiller à disposer d'une actualisation quotidienne pour les déchets dangereux. <p>Pour établir l'état des matières stockées, l'exploitant pourra utilement se référer à la circulaire France Chimie (Réf : T661 de décembre 2021). Les mentions de dangers conduisant à un classement au titre des rubriques 4XXX sont précisées sur les fiches.</p> <p>Il est recommandé à l'exploitant de distinguer les stockages des réservoirs fixes, des récipients mobiles pour chacune des zones.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : État des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 9. II.2
Thème(s) : Actions nationales 2024, État des matières stockées – Dispositions spécifiques – Format synthétique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, il n'était pas présent d'état des matières stockées destiné à répondre au besoin d'information de la population.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <ul style="list-style-type: none"> — Procéder à la mise en place d'un état des matières stockées destiné à informer la population. À noter que les mentions de dangers ne sont pas nécessaires sur ce type de document, celui-ci devant être le plus simple possible pour permettre la bonne compréhension du public.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : État des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 9. II.2
Thème(s) : Actions nationales 2024, État des matières stockées – fréquence de mise à jour
Prescription contrôlée : L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses ainsi que pour les liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante. L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.
Constats : L'état des matières stockées est accessible depuis l'extérieur de l'établissement, y compris en cas d'incendie. Celui-ci est mis à jour de façon quotidienne pour ce qui concerne les matières dangereuses, hormis pour les déchets dangereux. Il a été indiqué qu'un inventaire annuel était a minima réalisé sur le site. Les modalités d'extraction des données de l'état des matières stockées ne sont pas indiquées dans le plan d'opération interne.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : — intégrer la mise à jour, suivant une fréquence quotidienne, des déchets dangereux ; — intégrer les modalités d'accès à l'état des matières stockées dans le plan d'opération interne ;
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2024, Situation administrative
Prescription contrôlée : Sont soumises au présent arrêté, les installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Les dispositions du présent arrêté ne sont pas applicables aux stockages en réservoirs fixes ou récipients mobiles de liquides inflammables présents au sein d'une installation soumise à enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 et soumis aux dispositions de l'arrêté du 24 septembre 2020 en application de son article I. 1 ou aux dispositions de l'arrêté du 3 octobre 2010 modifié en application de son article 1.

Constats :

Précédemment, l'établissement était soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation.

Suite au décret n°2014-285, l'établissement relève du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 4331-2 pour un volume d'activité de 805 tonnes. Il est à ce titre soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 1^{er} juin 2015.

L'exploitant a été initialement autorisé par arrêté préfectoral en date du 23 novembre 2006 (rubrique 1432 – stockage extérieur 230 m³ et stockage intérieur 270 m³). Suite à un dossier de modification, un nouvel arrêté préfectoral complémentaire a été pris le 29 mai 2020.

S'agissant d'installations autorisées avant le 16 mai 2011, les installations relèvent de l'annexe IX-II de l'arrêté ministériel du 1er juin 2015.

Applicabilité des dispositions de l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010 : Les dispositions de l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010 demeurent applicables aux installations de liquides inflammables conformément à l'article 1-III de l'arrêté ministériel du 1^{er} juin 2015. Les articles 19, 20, 21 et 43 de l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010 s'appliquent suivant les modalités prévues par l'annexe IX-II de l'arrêté ministériel du 1er juin 2015. Les autres articles de l'arrêté du 3 octobre 2010 modifié susvisé s'appliquent dans les modalités particulières définies au point I. B de l'annexe 7 de l'arrêté du 3 octobre 2010 modifié susvisé.

Applicabilité des dispositions pour les récipients mobiles de l'arrêté ministériel du 1er juin 2015 : Pour les récipients mobiles présents au sein des installations de liquides inflammables, les dispositions des articles 2 bis, 5,11.3,14. II. B, 14. III. B, 22 et 23-II de l'arrêté ministériel du 1^{er} juin 2015 sont applicables suivants les conditions prévues par le tableau de l'annexe IX-II de cet arrêté.

Choix des dispositions pour la stratégie de défense contre l'incendie : L'exploitant a fait le choix de respecter les dispositions des articles 43 à 50 de l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010 en ce qui concerne la défense contre l'incendie.

Article 9 du 1er juin 2015 : Les dispositions de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 1er juin 2015 sont applicables aux installations comportant des liquides inflammables. Ces dispositions concernent l'état des matières stockées.

Observation : L'exploitant est invité à vérifier les dispositions opposables prévues par l'arrêté ministériel du 1er juin 2015. Ces textes comportent de nombreuses modifications et échéances qu'il convient de connaître. L'exploitant peut se référer aux différents guides relatifs aux liquides inflammables édités par le ministère de l'Environnement et notamment à la partie E de ce guide concernant les installations soumises à enregistrement au titre des liquides inflammables. Le document comporte l'analyse des dispositions applicables en fonction des différentes situations administratives rencontrées. Ces guides sont disponibles à l'adresse suivante : <https://aida.ineris.fr/guides/liquides-inflammables>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article 1.I.I.2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Situation administrative – seuil des 100 et 1000 T
Prescription contrôlée : Relèvent du présent arrêté les stockages en récipients mobiles de liquides inflammables exploités : Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre d'une ou plusieurs autres rubriques que les rubriques dites liquides inflammables, dès lors que les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 au sein de l'ensemble des installations réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation dépassent 1 000 tonnes au total, ou 100 tonnes en contenants fusibles.
Constats : Au titre de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020, l'exploitant dispose de moins de 1000 tonnes de substance ou de mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3. Selon les éléments du rapport 14 octobre 2022, l'exploitant dispose de moins de 100 tonnes de ces mêmes matières en contenants fusibles (48 tonnes selon le rapport d'étude du 23 novembre 2021). Ces éléments sont corroborés par l'état des stocks de l'exploitant lors de l'inspection avec la présence de 53 tonnes de liquides inflammables en contenant mobiles fusibles. Le total de liquides inflammables, hors déchets, était de 503 tonnes le jour de l'inspection. Des éléments connus, il ressort que l'exploitant ne relève pas des dispositions de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Interdiction de stockages en contenant fusibles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 11.3. II.A
Thème(s) : Actions nationales 2024, Interdiction de stockages en contenant fusibles
Prescription contrôlée : A.-Le stockage de liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2024. B.-Le stockage de liquides inflammables non miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L en stockage en bâtiment ainsi qu'en stockage en bâtiment ouvert mettant en œuvre les dispositions définies au point B. de l'article 2 bis. Le stockage de liquides inflammables miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 230 L en stockage en bâtiment ainsi qu'en stockage en bâtiment ouvert mettant en œuvre les dispositions définies au point B. de l'article 2 bis. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2027.

C.-Les dispositions des points A et B ne s'appliquent pas au stockage d'un récipient mobile ou d'un groupe de récipients mobiles d'un volume total ne dépassant pas 2 m ³ dans une armoire de stockage dédiée, sous réserve que cette armoire soit REI 120, qu'elle soit pourvue d'une rétention dont le volume est au moins égal à la capacité totale des récipients, et qu'elle soit équipée d'une détection de fuite
<p>Constats :</p> <p>L'état des matières stockées présenté par l'exploitant ne comportait pas de stockage de produits de mention de dangers H224 en récipients mobiles.</p> <p>L'état des matières stockées comporte des produits de mentions de dangers H225 sur l'établissement. Il est possible d'identifier les contenants fusibles à l'aide des codes T30 et T31 dans les noms de produits.</p> <p>Le jour de l'inspection, 55 tonnes de matières en contenants fusibles sont présentes sur l'établissement, dont 53 tonnes de liquides inflammables de mention de dangers H225 et zéro tonne de mention de dangers H224 ou H226.</p> <p>Ces contenants sont uniquement stockés sur l'aire extérieure et pas dans le bâtiment.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : État des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 38
Thème(s) : Actions nationales 2024, État des matières stockées – Localisation des risques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties (locaux ou emplacements) de l'installation ou les équipements et appareils qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées, produites ou transformées, sont susceptibles d'être à l'origine d'un incendie ou d'une explosion pouvant présenter des dangers pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un plan répertoriant les principaux risques de l'établissement (incendie, explosion...).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>— Procéder à la mise en place d'un plan répertoriant les parties de l'établissement susceptibles d'être à l'origine de risques d'incendie ou d'explosion.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article Annexe XI
Thème(s) : Actions nationales 2024, Étude des effets thermiques
Prescription contrôlée : Ces dispositions ne sont pas applicables : <ul style="list-style-type: none">• aux stockages extérieurs, lorsque les récipients mobiles contenant au moins un liquide inflammable sont implantés de façon à ce que le bord de la rétention ou de la zone de collecte extérieure soit situé à une distance au moins égale à 20 mètres des limites des sites ;• aux stockages en bâtiments, lorsque les parois des bâtiments lorsque ces parois existent, où les éléments de structure dans le cas d'un bâtiment ouvert, sont implantés à une distance au moins égale 20 mètres et 1,5 fois la hauteur du bâtiment par rapport aux limites de sites.• aux bâtiments contenant moins de 10 mètres cube de liquides inflammables, sous réserve que chacun de ces bâtiments soit distant d'un espace libre d'au moins 10 mètres des autres bâtiments ou des installations susceptibles d'abriter au moins un liquide inflammable. Cette quantité maximale de 10 mètres cube est limitée au strict besoin d'exploitation. <p>I – L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2024 une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/ m2, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôle périodique.</p> <p>Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, au dossier de déclaration.</p> <p>En ce qui concerne les stockages extérieurs de récipients mobiles, cette étude est réalisée</p> <ul style="list-style-type: none">• lorsque les conditions d'aménagement des stockages sont conformes aux dispositions de l'article 11.3. III du présent arrêté, en retenant un scénario portant sur l'incendie de chaque îlot ;• lorsque les conditions d'aménagement ne sont pas conformes aux dispositions de l'article 11.3. III du présent arrêté, en retenant un scénario d'incendie généralisé à tous les îlots et autres stockages de liquides inflammables dans le champ de présente annexe, y compris en bâtiments, susceptibles d'être atteints par des effets dominos (seuil des effets thermiques 8 kW/ m2). <p>II.-Lorsque l'étude précitée met en évidence, en cas d'incendie, des effets thermiques, supérieurs à 8 kW/ m2 en dehors des limites de propriété du site et atteignant une zone faisant l'objet d'une occupation permanente, l'exploitant en informe le Préfet en précisant les mesures qu'il envisage et l'échéancier de mise en œuvre.</p>

Constats :**Stockage des récipients mobiles dans le bâtiment principal**

Le bâtiment principal comporte une zone de production. Une première cellule de stockage est adjacente à cette zone de production et comporte des stockages de récipients mobiles, des stockages sur rack et des stockages en réservoirs fixes. La distance d'implantation de cette cellule vis-à-vis des limites de propriété est de 10 mètres. **Le bâtiment est donc soumis aux modélisations de flux thermiques.**

Une seconde cellule de stockage de liquides inflammable et de récipients mobiles est placée dans la continuité de la cellule précédente. La distance d'implantation vis-à-vis des limites de propriété est d'environ 37 mètres et d'environ 22 mètres de l'accès nord. **Cette cellule est cependant constitutive du bâtiment principal de stockage et est donc concernée par la modélisation de flux thermiques.**

Des modélisations ont été réalisées précédemment dans le cadre des études de dangers de l'établissement. Pour la première cellule stockage, contiguë de la zone de production, il n'était pas mis en évidence de flux thermiques supérieur à 8 kW/m² sortant des limites de propriété. Pour la seconde cellule de stockage, les modélisations réalisées en 2003 ne montraient pas la présence de zone d'effet supérieure à 8 kW/m² sortant des limites de propriété. Le flux de 5 kW atteint cependant la voirie. Ces zones d'effets ont été reprises dans la stratégie de défense contre l'incendie en date de 2018.

Stockage extérieur de récipients mobiles

Les stockages extérieurs de récipients mobiles sont implantés à une distance supérieure à 20 mètres des limites de propriété (plus de 50 mètres). La zone présente une superficie d'environ 800 m². Ce stockage extérieur est également situé à une quarantaine de mètres du bâtiment principal. Cette plateforme n'est pas concernée par la modélisation des flux thermiques prévue par l'annexe XI de l'arrêté ministériel du 1^{er} juin 2015. À noter que pour le parc extérieur de récipients mobiles, la modélisation réalisée par DEKRA en 2015 et reprise dans la stratégie de défense contre l'incendie de 2018, ne montrait pas de zones d'effets sortant des limites de propriété.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Suite à la présente inspection, il est demandé à l'exploitant de synthétiser les éléments dont il dispose notamment dans le cadre des études de dangers précédemment réalisées et porter à connaissance, afin de justifier du respect de l'annexe XI de l'arrêté ministériel du 1^{er} juin 2015 et les différents scénarios qui y sont mentionnés. **Ceci devra permettre d'avoir une synthèse des différentes études réalisées et des phénomènes dangereux considérés.**

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-1
Thème(s) : Actions nationales 2024, Contenu du plan de défense
Prescription contrôlée : Cette stratégie est formalisée dans un plan de défense incendie. Ce plan comprend : <ul style="list-style-type: none">— les procédures organisationnelles associées à la stratégie de lutte contre l'incendie. Cette partie peut être incluse dans le plan d'opération interne prévu par l'article R. 181-54 du code de l'environnement, lorsque l'exploitant est soumis à l'obligation d'établir un tel document ;— les démonstrations de la disponibilité et de l'adéquation des moyens de lutte contre l'incendie vis-à-vis de la stratégie définie, demandées à l'article 43-2-3 et au deuxième alinéa de l'article 43-3-1 du présent arrêté. Cette partie peut être incluse dans l'étude de dangers du site ou dans le plan d'opération interne de l'établissement lorsque l'exploitant est soumis à l'obligation d'établir un tel document.— en cas de présence de stockage en récipients mobiles, l'attestation de conformité du système d'extinction automatique d'incendie accompagnée des éléments prévus à l'article VI-5-III et au point IV de l'annexe V de l'arrêté du 24 septembre 2020 ou, le cas échéant, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé aux points III de l'article VI-5-III et aux point I. B, II ou III de l'annexe V de l'arrêté du 24 septembre 2020.
Constats : Procédure organisationnelle : L'exploitant dispose d'un plan d'opération interne. Le dernier dont dispose l'administration est daté du 24 avril 2020. Par courriel en date du 22 mai 2024, l'exploitant a transmis la dernière version du plan d'opération interne en date du 12 juin 2022. Stratégie de défense contre l'incendie : Une stratégie de défense contre l'incendie dans le cadre des dispositions de l'article 43-1 de l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010 a fait l'objet d'un rapport, en date du 07/04/2020 et d'un arrêté préfectoral, en date du 29 mai 2020. Cette stratégie devra toutefois être révisée avec les nouveaux scénarios prévus par l'article 43 de l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010, d'ici au 1er janvier 2027. Attestation de conformité du dispositif d'extinction automatique : Pour ce qui concerne les stockages en récipients mobiles, l'exploitant devra faire établir une attestation pour ceux comportant des dispositifs d'extinction automatique. À noter que l'exploitant dispose d'un document de son assureur décrivant le système de protection incendie et transmis par courriel en date du 22/05/2024. Ce document ne comporte cependant pas l'ensemble des éléments mentionnés à l'article VI.5 de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 et il doit certifier que le dispositif est conforme au référentiel retenu. Cette disposition est applicable d'ici au 1er janvier 2027.
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-1
Thème(s) : Actions nationales 2024, Scénario du plan de défense
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant élabore une stratégie de lutte contre l'incendie pour faire face aux incendies susceptibles de se produire dans ses installations et pouvant porter atteinte, de façon directe ou indirecte, aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Dans le cadre de cette stratégie, l'exploitant s'assure de la disponibilité des moyens nécessaires à l'extinction de scénarios de référence calculés au regard du plus défavorable de chacun des scénarios suivants pris individuellement, que ce soit en eau, en émulseurs, en moyens humains ou moyens de mise en œuvre :</p> <ul style="list-style-type: none">— 1 : feu du réservoir nécessitant les moyens les plus importants de par son diamètre et la nature du liquide inflammable stocké ;— 2 : feu dans la rétention, surface des réservoirs déduite, nécessitant les moyens les plus importants de par sa surface, son emplacement, son encombrement en équipements et la nature des liquides inflammables contenus. Afin de réduire les besoins en moyens incendie, il peut être fait appel à une stratégie de sous-rétentions ;— 3 : feu d'équipements annexes aux stockages visés par le présent arrêté dont les effets, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, sortent des limites du site ;— 4 : en cas de présence de stockages en récipients mobiles, les scénarios visés au point III de l'article VI-1 de l'arrêté du 24 septembre 2020. <p>La stratégie est dimensionnée pour une extinction des incendies des scénarios de référence définis aux alinéas précédents en moins de trois heures après le début de l'incendie et dans un délai maximal après le départ de feu équivalent au degré de résistance au feu des murs séparatifs, pour les stockages couverts de récipients mobiles.</p>
Constats : <p><u>Stratégie de défense contre l'incendie mise en place par l'exploitant :</u></p> <p>L'exploitant avait précédemment transmis une étude, en date du 22 août 2018, relative à la mise à jour de la stratégie de défense contre l'incendie au titre des dispositions de l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010. Par courrier en date du 23 août 2018, l'exploitant avait retenu les scénarios suivants : incendie du réservoir CS06 ; incendie du réservoir CS10 ; incendie de la rétention n°1 du stockage de solvant ; incendie de la rétention n°2 du stockage de solvants ; incendie du magasin n°1 ; incendie du magasin n°2.</p> <p>L'incendie de la plateforme extérieure de stockage de récipients mobiles n'avait pas été retenu. La modélisation des effets thermiques au sens de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 ne conduisait pas à de zones d'effets sortant des limites de propriété et il n'était pas identifié d'effets dominos. La rédaction antérieure de l'article 43 de l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010, n'imposait dès lors pas que l'exploitant mette en place une stratégie de défense pour le stockage extérieur de récipients mobiles.</p>

Modifications des scénarios de l'article 43 de l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010 :

Suite à la modification introduite par l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020, de nouveaux scénarios sont à considérer dans le cadre de la stratégie de défense contre l'incendie. Il s'agit notamment du feu d'équipements annexes aux stockages visés par le présent arrêté dont les effets, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, sortent des limites du site ; ainsi que les scénarios visés au point III de l'article VI-1 de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020.

Pour ce dernier point, cela revient à considérer les scénarios suivants :

- **feu de récipients mobiles de liquides inflammables en stockage extérieur ;**
- feu de récipients mobiles de liquides et solides liquéfiables combustibles en stockage extérieur ;
- feu de récipients mobiles de liquides inflammables en stockage couvert ;
- feu de récipients mobiles de liquides et solides liquéfiables combustibles en stockage couvert ;
- **feu d'engin de transport (principalement les camions).**

De ces éléments, il ressort que l'exploitant devra considérer, a minima, le feu de récipients mobiles de liquides inflammables en stockage extérieur, qui était précédemment exclu de la stratégie incendie, ainsi que le feu d'engin de transport. Selon l'annexe IX-II de l'arrêté ministériel du 1^{er} juin 2015, la mise à jour des scénarios doit intervenir au plus tard le 1er janvier 2027. Les travaux et modifications identifiées comme nécessaires lors de la mise à jour de la stratégie incendie sont à réaliser avant le 1er janvier 2027.

Note : De la stratégie de défense contre l'incendie présentée en 2018, il ressort que l'incendie de la plateforme extérieure de stockage de récipients mobiles, non opposable alors réglementairement, était le scénario présentant les besoins les plus importants en émulseurs. L'exploitant n'étant pas autonome, il sera vraisemblablement nécessaire que l'exploitant procède à une demande de recours aux moyens du SDIS. Ce recours ne devra porter que sur les moyens complémentaires sollicités.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Surveillance permanente des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 23. II.B (annexe IX)
Thème(s) : Actions nationales 2024, Surveillance permanente des installations
Prescription contrôlée : En dehors des heures d'exploitation de l'installation, une surveillance de toute installation contenant plus de 600 mètres cubes de liquides inflammables de catégorie A, B, C1 ou D1 ou plus de 10 000 mètres cubes de liquides inflammables de catégorie C2, par gardiennage ou télésurveillance, est mise en place en permanence afin de transmettre l'alerte en cas de sinistre. Si cette alerte est directement transmise aux services d'incendie et de secours, l'exploitant définit les mesures permettant l'accès et l'intervention des moyens publics dans les meilleures conditions possibles.
Constats : L'exploitant est concerné par cette disposition car l'établissement est susceptible de comporter plus de 600 m ³ de liquides inflammables. Le site comporte une barrière périmétrique ainsi que des dispositifs de télésurveillance liés à la sûreté. Les dispositions sont modifiées à compter du 1 ^{er} janvier 2026, pour opposer l'article 23. II B de l'arrêté ministériel du 1er juin 2015. Il n'a pas été procédé au contrôle de la présence d'une procédure spécifique pour la société de télésurveillance, afin que celle-ci fasse remonter l'information en cas de détection d'un sinistre sur une zone non-couverte par la détection dans l'attente de la mise en place de détections pour les zones non-couvertes d'ici au 1 ^{er} janvier 2027.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : — S'assurer de la présence d'une procédure sur les modalités de transmission en cas de détection d'un sinistre ;
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, articles 16 et 21
Thème(s) : Risques accidentels, Protections contre la foudre
Prescription contrôlée : <u>Article 16 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010</u> « Les dispositions de la présente section sont applicables aux installations classées soumises à autorisation visées par les rubriques suivantes dès lors qu'une agression par la foudre peut être à l'origine d'un événement susceptible de porter atteinte, directement ou indirectement, aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement : <ul style="list-style-type: none">• toutes les rubriques de la série des 1000 et des 4000 ;• les rubriques de la série 2000 suivantes : 2160, 2250, 2345, 2420, 2430, 2450, 2531, 2541 à 2552, 2562, 2566 à 2570, 2620 à 2661, 2670 à 2681, 2718, 2770, 2771, 2782, 2790, 2791, 2795, 2797, 2910 et 2950 ; [...] Les systèmes de protection contre les effets de la foudre installés au sein de toute installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation font par ailleurs l'objet des vérifications conformément aux dispositions de l'article 21 du présent arrêté. » <u>Article 21 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010</u> « L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance. Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus. La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences. Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification. »
Constats : L'établissement comporte des installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 1450 (Stockage ou emploi de solides inflammables) et de la rubrique 2640-2a (Emploi de colorants et pigments organiques, minéraux et naturels) de la nomenclature des installations

<p>classées et est dès lors soumis à la section III (Protection contre la foudre) de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010.</p> <p>Lors de l'inspection, il est constaté sur le local de nitrocellulose que des attaches de la descente foudre ne sont plus attachées au bâtiment. Le regard permettant d'observer l'interconnexion entre la descente foudre et la mise à la terre est comblé par des matériaux. Le compteur positionné sur la descente comporte un coup de foudre.</p> <p>L'exploitant indique qu'aucun contrôle n'a été réalisé sur les installations de protection contre la foudre depuis 2018 et qu'un nouveau contrôle est prévu en juillet 2024. L'absence de vérification visuelle ou complète des installations de protection contre la foudre constitue un non-respect des dispositions de l'article 21 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010.</p> <p>Il est rappelé que les installations de protection contre la foudre sont à contrôler après un impact de la foudre sur celles-ci. L'exploitant doit s'assurer de mettre en place un suivi des compteurs foudre, notamment après les épisodes orageux, afin de pouvoir procéder au contrôle des installations sous un délai d'un mois.</p> <p>Par courriel en date du 22 mai 2024, l'exploitant a transmis le bon de commande signé pour la vérification des installations de protection contre la foudre en date du 22 mai 2024. Dans son courriel en date du 22/05/2024, l'exploitant indique que l'intervention, ainsi que l'entretien des installations sont prévus en semaine 24 (à partir du 10 juin).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <ul style="list-style-type: none"> — procéder à une vérification complète des installations de protection contre la foudre (article 21 de l'arrêté ministériel 04 octobre 2010) ; — procéder à l'entretien des installations de protection contre la foudre (article 21 de l'arrêté ministériel 04 octobre 2010) ; — disposer d'un enregistrement des impacts de la foudre sur les installations (article 21 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010) ;
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 13 : Aire de dépotage des liquides inflammables

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Aires de déchargement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article IV.4.3 de l'arrêté préfectoral du 29/05/2020</u></p> <p>« L'aire de dépotage dispose d'une capacité de rétention de 15 m³.</p> <p>L'aire de dépotage est pourvue d'un caniveau périphérique raccordé à la canalisation de collecte des eaux ; ladite canalisation dispose d'une vanne qui permet d'orienter les eaux soit vers la cuve enterrée de 15 m³, soit directement vers le ruisseau de la Patouillière via le séparateur à hydrocarbures. La cuve dispose d'un contrôle de niveau haut qui fait l'objet d'une vérification</p>

annuelle.

Lors du dépotage, c'est vers la cuve enterrée de 15 m³ que les éventuels effluents aqueux sont dirigés. La pompe de dépotage est asservie à la vanne V1. La cuve enterrée de 15 m³ dispose d'un niveau de contrôle as qui correspond à 10 % de la cuve. Ce niveau est vérifié avant chaque dépotage et ne doit pas être atteint pour autoriser le dépotage. Dès lors que la cuve enterrée de 15 m³ contient des effluents liquides, il en est réalisé l'analyse afin de déterminer leur nature polluante. En fonction du résultat d'analyse, les effluents sont soit éliminés en tant que déchets, soit réinjectés dans le réseau de collecte des eaux pluviales.

Avant que le dépotage ne débute, la fermeture de la vanne du bassin de confinement des eaux d'extinction incendie de 900 m³ est réalisé au moyen d'une commande à distance. »

Constats :

Les différents asservissements mentionnés par l'article IV.4.3. de l'arrêté préfectoral du 29/05/2020 n'ont pas fait l'objet d'une vérification lors du présent contrôle.

Lors de l'inspection, il est constaté la présence d'une bordure périphérique sur la plateforme de dépotage destinée à canaliser les effluents qui s'y déverseraient lors d'un incident. Il est constaté une détérioration importante de la bordure périphérique dans l'axe du passage des roues des camions. Cette détérioration est de nature à compromettre la collecte des effluents lors d'un dépotage.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

— procéder à la remise en état de l'aire de déchargement afin de s'assurer de la collecte des effluents en cas de déversement accidentel ;

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 14 : Stockage de la nitrocellulose

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/05/2020, article VII.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Parois du bunker
Prescription contrôlée : L'exploitant respecte a minima les procédures spécifiques à la manipulation et au stockage de nitrocellulose suivantes : <ul style="list-style-type: none">• le stockage est exclusivement réalisé dans un bunker dédié à la nitrocellulose ;• le bunker est maintenu fermé à clé sauf lors des opérations d'approvisionnement et des prélèvements pour la fabrication ;• les lots sont consommés dans les 6 mois suivants la livraison ;• la nitrocellulose est conditionnée en multiples emballages unitaires. Un conditionnement ouvert doit être intégralement consommé. Aucune ouverture d'emballage unitaire ne doit avoir lieu dans le bunker de stockage.
Constats : Lors de l'inspection, le local de stockage de la nitrocellulose était fermé. Celui-ci n'a pas été ouvert. Lors du parcours du périmètre extérieur du local, il est constaté des détériorations des parois, en particulier sur celle située au fond de ce local.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : — réaliser les opérations de maintenance sur le local de stockage de la nitrocellulose ;
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 15 : Rétention du stockage de récipients mobiles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 22-I-B
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention des récipients mobiles
Prescription contrôlée : <u>Article 22-I-B de l'arrêté ministériel du 1er juin 2015 :</u> I. – Généralités : A.- Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol, autres que ceux visés aux points III ; IV et VI de l'article 22 est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : — 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; -50 % de la capacité globale des réservoirs et des récipients associés. Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale

des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

B. – La rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. L'exploitant s'assure dans le temps de la pérennité de ce dispositif. L'étanchéité ne doit notamment pas être compromise par les produits pouvant être recueillies, par un éventuel incendie ou par les éventuelles agressions physiques liées à l'exploitation courante.

Conditions d'application selon l'annexe IX de l'arrêté ministériel du 1er juin 2015 :

Les travaux nécessaires pour se conformer aux dispositions du 22. I. A sont réalisés avant le 1er janvier 2027.

Les autres dispositions du 22. I s'appliquent.

Constats :

Lors du contrôle, il a été procédé au parcours de la rétention pour les récipients mobiles située en extérieur. L'exploitant procède à l'évacuation des eaux pluviales susceptibles de s'accumuler dans cette rétention après observation de l'absence de pollution.

Lors de l'inspection, il est présent de l'eau dans le point bas de cette zone de rétention, ce qui correspond à un fonctionnement normal de l'installation. Toutefois, à proximité de ce point, il est constaté que la terre est plus boueuse à l'extérieur, que sur les autres parties adjacentes. Cela pourrait traduire un problème d'étanchéité de la rétention à ce niveau conduisant à une humidité plus importante de cette zone.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

— s'assurer que la rétention associée aux récipients mobiles stockés en extérieur est bien étanche ;

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 16 : Rétention des réservoirs fixes localisés dans la zone de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 19-2
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention
Prescription contrôlée : <u>Article 19-2 du 03/10/2010</u> 19-2 Dispositions applicables aux autres liquides Sont considérés comme autres liquides, les liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol, autres que les liquides inflammables. Tout stockage de ces autres liquides est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">• 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;• 50 % de la capacité globale des réservoirs et des récipients associés. Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres. <u>Article 20-1 du 03 octobre 2010</u> 20-1. À chaque réservoir ou groupe de réservoirs est associée une capacité de rétention dont la capacité utile est au moins égale à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">• 100 % de la capacité du plus grand réservoir associé ;• 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.
Constats : Il est constaté au sein du bâtiment principal, et de la cellule de stockage adjacente à la zone de production, la présence de réservoirs fixes destinés au stockage de solvants et de produits. Ces réservoirs sont localisés au sein d'une rétention. Il a été observé que le muret de cette rétention présentait des fissurations susceptibles de remettre en cause son étanchéité.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : — procéder à la réfection du muret de la rétention des réservoirs localisés à l'intérieur du bâtiment ;
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 23-II-C
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance des installations
Prescription contrôlée : Article 23-II-C de l'arrêté ministériel du 1er juin 2015 : « C. – Les parties de bâtiment abritant au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 ainsi que les locaux techniques et les bureaux situés à une distance inférieure à 10 mètres sont équipés d'un dispositif de détection incendie qui actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment. Ce dispositif actionne le compartimentage prévu au point 11.1. I. B du présent arrêté de la ou des parties de bâtiment sinistrées dans le cas d'un système centralisé. En l'absence de système centralisé, le compartimentage est actionné par un système indépendant de type détecteur autonome déclencheur. Cette disposition ne s'applique pas aux bâtiments contenant moins de 10 mètres cubes de ces liquides, sous réserve que chacun de ces bâtiments soit distant d'un espace libre d'au moins 10 mètres des autres bâtiments ou des installations susceptibles d'abriter au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734. Cette quantité maximale de 10 mètres cubes est limitée au strict besoin d'exploitation. Les dispositions du C de l'article 23. II. ne s'appliquent par ailleurs pas aux cellules qui ne sont pas susceptibles de contenir une quantité supérieure ou égale à 2 mètres cube de liquides inflammables. Pour les parties de bâtiment abritant au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734, cette détection est assurée par un système <u>distinct</u> du système d'extinction automatique prévu au II de l'article 14. » Annexe IX-II modification de l'article 23. II : « [...] Les dispositions du 23. II. C, 23. II. F et 23. II. G s'appliquent au 1er janvier 2027.[...] »
Constats : Au titre de l'arrêté ministériel du 1er juin 2015, l'exploitant relève des dispositions de l'annexe IX-II de cet arrêté. Les dispositions des articles 2 bis, 5, 11.3, 14. II.B, 14. III.B, 22 et 23 de l'arrêté ministériel du 1er juin 2015 sont applicables aux récipients mobiles localisés au sein de l'établissement. Les dispositions de l'article 23-II-C sont applicables à toute partie du bâtiment abritant des liquides inflammables. Cet article concerne toute partie de bâtiment comportant des liquides inflammables, <u>y compris les bureaux et locaux techniques localisés à moins de 10 mètres des installations</u> comportant des liquides inflammables. Lors de l'inspection, il a été constaté la présence d'un dispositif d'extinction automatique incendie au niveau des zones de production et de stockage du bâtiment principal. Il est constaté la présence d'une détection incendie distincte du dispositif d'extinction uniquement au niveau de la zone de production. La présence d'une détection incendie en complément du dispositif d'extinction au niveau des zones de stockage n'a pas pu être confirmé. Les dispositions de l'article 23-II-C seront opposables à l'exploitant à compter du 1^{er} janvier 2017, à cette échéance, celui-ci devra disposer d'une détection incendie venant compléter le dispositif d'extinction automatique. L'échéance n'étant pas échue, ce point est indiqué comme sans suite.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Détection feu des stockages extérieurs de récipients mobiles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 23-II-G

Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance des installations

Prescription contrôlée :

Article 23-II-G de l'arrêté ministériel du 1er juin 2015 :

« G.- Dispositions particulières applicables aux stockages extérieurs en récipients mobiles

Les stockages extérieurs en récipients mobiles sont équipés d'un système de détection incendie. Ce dispositif est conçu, dimensionné et installé de manière à détecter, à tout moment, tout départ de feu sur les zones de stockage concernées. Le dispositif est distinct d'autres dispositifs de surveillance (telles que les surveillances anti-intrusion) et transmet une alerte dans les conditions prévues au point II-F de l'article 23 du présent arrêté. Les dispositions du présent point G ne s'appliquent pas aux stockages extérieurs contenant moins de 10 mètres cube de liquides inflammables et liquides ou solides liquéfiables combustibles, sous réserve que l'une des deux conditions suivantes soit respectée :

- chacun de ces stockages est distant d'un espace libre d'au moins 10 mètres des autres stockages ou des installations susceptibles d'abriter au moins un liquide inflammable.
- ou l'exploitant justifie que les effets dominos (seuil des effets thermiques de 8 kW/ m² ne sont pas atteints, sans nécessité de dispositions actives, d'un stockage vers tout stockage susceptible d'abriter au moins un liquide inflammable, et réciproquement. La mise en place d'un mur coupe-feu REI 120 de dimensions suffisantes pour contenir les effets dominos permet de répondre à cette exigence. Le calcul du flux se fait suivant la méthode FLUMILOG (référéncée dans le document de l'INERIS " Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt ", partie A, réf. DRA-09-90977-14553A).

Cette quantité maximale de 10 mètres cube est limitée au strict besoin d'exploitation. »

Annexe IX-II modification de l'article 23. II :

« [...] Les dispositions du 23. II. C, 23. II. F et 23. II. G s'appliquent au 1er janvier 2027.[...] »

Constats :

Le stockage extérieur de récipients mobiles est susceptible de comporter plus de 10 m³ de liquides inflammables. Cette installation sera concernée par les dispositions de l'article 23-II-G de l'arrêté ministériel du 1er juin 2015, à compter du 1er janvier 2027.

L'échéance n'étant pas arrivée, ce point est indiqué comme sans suite.

Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Règlement européen du 08/04/2020
Thème(s) : Risques accidentels, Émulseurs fluorés
Prescription contrôlée : <p>6. Par dérogation, l'utilisation du PFOA, de ses sels et des composés apparentés au PFOA est autorisée, jusqu'au 4 juillet 2025, dans la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes :</p> <p>a) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour la formation ;</p> <p>b) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus ;</p> <p>c) à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets ;</p> <p>d) les stocks de mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA sont gérés conformément aux dispositions de l'article 5.</p>
Constats : <p>Lors de la présente inspection l'exploitant a fait part de la présence potentielle d'émulseurs fluorés sur le site.</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant que les émulseurs fluorés sont susceptibles d'être concernés par l'interdiction présente dans le règlement n°2020/784 de la commission européenne. L'utilisation d'émulseurs fluorés est possible jusqu'au 04 juillet 2025 à condition de contenir tous les rejets.</p> <p>À noter que par courriel en date du 22/05/2024, l'exploitant a transmis la fiche de données de sécurité de l'émulseur présent sur son site. Il n'est pas fait état de la présence de molécules fluorées dans le document. La FDS fait cependant état de la possibilité d'oxydes de fluor dans les produits de décomposition.</p> <p>L'exploitant est invité à vérifier s'il est susceptible d'être concerné par cette disposition auprès du fabricant du produit.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident
Prescription contrôlée : <p>Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.</p> <p>L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications.</p> <p>En cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, notamment les mesures compensatoires permettant de garantir une efficacité équivalente pour la lutte contre l'incendie et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.</p>
Constats : <p>Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis le rapport de vérification annuel des groupes motopompes en date du 26/12/2023. Celui-ci ne fait pas mention d'observation.</p> <p>L'exploitant a transmis les rapports de vérification des dispositifs de sprinklage. Ceux-ci sont réalisés selon le référentiel NFPA. Les rapports transmis datent des 19/07/2023 et du 30/11/2023. Le rapport du 19/07/2023 prévoyait, à titre d'observation, le remplacement du thermoplongeur de la réserve B, dont les travaux étaient prévus en semaine 52. Le rapport du 30 novembre 2023 ne faisait pas mention de nouvelles observations.</p> <p>Le rapport de contrôle de la détection incendie en date du 06 septembre 2023 est satisfaisant.</p> <p>Concernant les portes coupe-feu, l'exploitant a transmis le rapport de vérification en date du 09/02/2023. Sur huit portes coupe-feu contrôlées, trois étaient indiquées comme non fonctionnelles. Le document transmis par l'exploitant comporte des actions correctives pour ces trois portes (intervention en date du 16 mars 2023).</p> <p>Note : Dans le cadre de la vérification des portes coupe-feu, il est nécessaire de s'assurer de l'asservissement avec la centrale incendie afin de vérifier le bon actionnement de celles-ci lors du contrôle des détecteurs.</p> <p>Ce même document portait également sur la vérification des désenfumages. Il est fait part d'observation, mais ceux-ci sont indiqués comme fonctionnels.</p>
Type de suites proposées : Sans suite